fr

Press release | 24.05.2012

Emploi des jeunes

Initiative pour l'emploi des jeunes : le gouvernement français a l'occasion d'être exemplaire

Aujourd'hui, les députés européens ont voté une résolution concernant l'Initiative pour l'emploi des jeunes, lancée il y a quelques mois par la Commission européenne. Cette initiative permet notamment le financement de la mise en place technique d'une "Garantie pour la jeunesse", dans les Etats Membres qui le souhaitent. Cette garantie prévoit que les jeunes soient assurés de trouver un emploi, un apprentissage ou une formation, dans un délai de quatre mois à compter de leur sortie du système scolaire.

Pour **Karima Delli**, députée européenne Europe Ecologie-Les Verts, membre de la commission de l'emploi et des affaires sociales et de l'intergroupe "Jeunesse" au Parlement européen :

"Je me réjouis du message que nous envoyons aujourd'hui, à la Commission européenne, ainsi qu'aux chefs d'Etat et de gouvernement européens. La situation des jeunes est grave et les eurodéputés prennent leurs responsabilités.

Comme le souligne un rapport de l'OIT paru cette semaine, en 2012, près de 75 millions de personnes entre 15 et 24 ans seront sans activité professionnelle, soit 12,7% de la main-d'œuvre de cette classe d'âge dans le monde. En Europe, le chômage des jeunes est déjà supérieur à 22 %.

Tout comme l'OIT, les écologistes au Parlement européen dénoncent les atteintes à la législation du travail, qui contribue à précariser toujours plus les jeunes travailleurs, qui ne sont pas en position de négocier. Contrairement à la majorité de centre-droit de cette assemblée, nous souhaitons que cessent les discriminations d'accès à la protection sociale pour les jeunes, qui sont injustifiées et donc insupportables dans ce contexte de crise. Nous nous heurtons à un mur d'incompréhension à cet égard mais ne renonçons pas à ce combat. Les jeunes sont les premières victimes de la crise et les conséquences d'une génération sacrifiée seraient catastrophiques pour l'Europe.

Toutefois, nous nous félicitons que deux demandes concrètes soient soutenues par ce Parlement. A la Commission européenne, nous demandons de publier le plus vite possible son projet de Cadre de qualité pour les stages en Europe. Ce cadre permettrait de fixer des standards minimaux en matière de protection sociale et de contenu pédagogique, afin de lutter contre l'exploitation des jeunes. Nous souhaitons aussi que la Commission propose un schéma de Système européen de certification à même de garantir la reconnaissance réciproque des apprentissages formel et non-formels. Aux Etats Membres, nous demandons qu'ils mettent en place la Garantie européenne pour la jeunesse, comme l'a déjà fait, avec un grand succès, l'Autriche.

Le gouvernement français, qui vient d'entrer en fonction, a affiché pendant la campagne présidentielle des convictions fortes en faveur de la jeunesse. La France a l'occasion d'être exemplaire : elle peut jouer le rôle de locomotive en montrant aux autres Etats de l'Union qu'au-delà des mots, il existe des mesures concrètes à mettre en place pour les jeunes. Le gouvernement français doit s'engager rapidement à mettre en place la Garantie pour la jeunesse."

Recommended

Press release

Redek Kozak



Czech public media under attack - with Markéta Gregoro…

11.11.2026

Press release

@gettysignature



U-turn by Conservatives and Social Democrats Puts Jobs…

04.11.2026

Press release

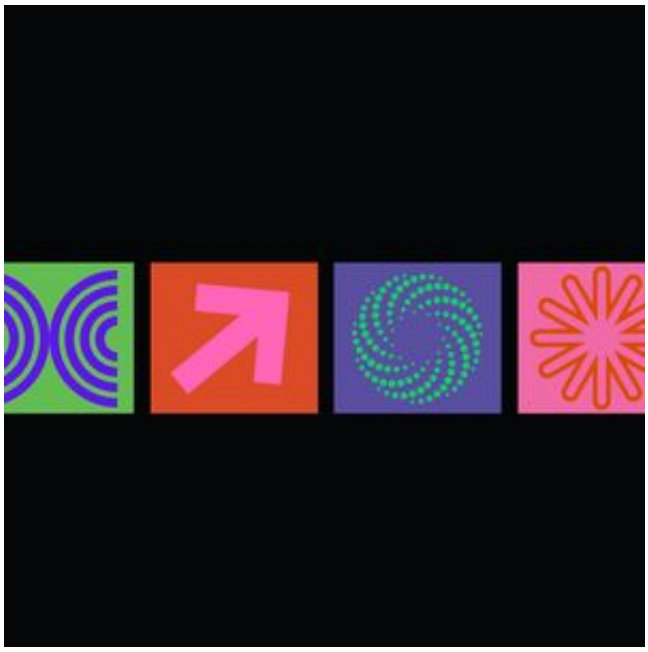
Jan van der Wolf



[Social Package step in the right direction but more am…]

06.05.2026

Event



REMADE IN EUROPE

05.05.2026

Responsible MEPs



Karima Delli

Member

Please share

- E-Mail